Orban trahi par “la droite européenne”, la faute à Macron ?

écrit par Christine Tasin | 13 septembre 2018

En complément de notre article paru ce matin :

Je vous invite à lire le communiqué de la Droite libre, qui propose une analyse intéressante :

CLARIFICATION AU PARLEMENT EUROPÉEN

L'alignement du Parlement européen sur une proposition émanant de l'extrême-gauche écologisted'engager la procédure de l'article 7 à l'encontre de la Hongrie révèle la réalité de la "droite" européenne à huit mois des prochaines élections. Le missile lancé par M. Macron produit aujourd'hui en Europe le même résultat que celui subi par la droite française lors de son élection. Comme il était parvenu à faire éclater Les Républicains, entre les conservateurs qui demeurent dans l'opposition, et les opportunistes qui l'ont plus ou moins rejoint, il est arrivé à ce qu'un certain nombre de membres du groupe du PPE lâchent un des leurs.

Son appel lancé à Luxembourg, en compagnie des Premiers ministres belge, luxembourgeois et néerlandais, tous trois libéraux, et non conservateurs, faisait état du progressisme de la Chancelière allemande, pourtant à la tête d'un parti démocrate-chrétien, et dressait les "progressistes" face aux nationalistes. Cette démarche a abouti parce que ceux qu'on appelle les conservateurs ne le sont pas et trompent sans

vergogne leurs électeurs pour être au pouvoir.

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, défend le conservatisme européen, en promouvant les valeurs chrétiennes inscrites dans l'histoire de notre continent et en résistant à la vague musulmane qui tend à implanter en Europe une puissante communauté identitaire réfractaire aux valeurs européennes. L'alliance des socialistes et des libéraux, celle qui dirige la France comme le Luxembourg, additionne le progressisme sociétal des uns qui détruit la famille, à l'ouverture des frontières à une population inassimilable, prônée par les autres. C'est une entreprise suicidaire.

Le conservatisme consiste à s'y opposer résolument. Il ne s'agit pas de nationalisme. D'ailleurs, à la droite du parti largement majoritaire de Viktor Orban, le Fidesz, membre du PPE, il y a un vrai parti nationaliste, le Jobbik, deuxième dans le pays, résolument dans l'opposition. Que des "conservateurs" européens n'en tiennent pas compte n'a qu'une explication : leur conservatisme est un faux-semblant, une supercherie qu'il faut combattre. Entre les valeurs chrétiennes de l'Europe défendue par un homme qui a eu le courage de s'opposer au communisme en Hongrie dès avant 1989, et les prétendues valeurs européennes qui précipitent la mutation de notre civilisation, le choix des premières doit s'imposer.

Derrière l'expression d'État de droit, on prétend défendre la démocratie qui le respecterait, à la dictature ; en réalité, ce pont-aux-ânes écrase la volonté du peuple, avec le juridisme méprisant de l'oligarchie. L'État de droit ne doit pas être le frein qui empêche la mise en œuvre d'une politique conservatrice, lorsqu'elle est voulue par le peuple.

La péripétie d'aujourd'hui aura eu le mérite de clarifier la situation, et d'ouvrir les yeux des électeurs résolus à défendre l'identité des nations européennes contre le "progressisme" suicidaire.

Pour **Christian Vanneste**, Président de la Droite Libre